

Le

Nom  
Adresse

**Monsieur le Président de la République,**

Je me permets d'attirer votre attention sur la situation antidémocratique et **la politique d'exclusion planifiée par la municipalité de Bussière-Boffy (Haute-Vienne)** à l'encontre d'une partie de la population constituée de familles implantées sur cette commune depuis 6 à 20 ans, dans deux hameaux mitoyens.

Ces familles, dont certaines vivent en yourte, ont développé ensemble des pratiques sociales et culturelles répondant entre autres aux problèmes environnementaux de notre époque.

En 2009, quatre familles ont dû se défendre pour préserver leurs habitats en yourte, contestées par la municipalité. Elles sont victimes depuis 5 ans d'un acharnement administratif, auquel s'ajoutent de nombreuses atteintes au civisme, à la dignité des familles, et à la cohésion du village.

Depuis 5 ans, cette politique d'exclusion s'est illustrée notamment par :

- la tentative de criminaliser ces familles,
- le refus d'inscription d'enfant à l'école,
- la fermeture de l'école,
- le refus d'inscription sur les listes électorales.

En 2009, la mobilisation pour les yourtes de Bussière-Boffy, qui fut largement relayée par les médias régionaux et nationaux et soutenue massivement, avait abouti à **une régularisation par les services de l'État, représentés par le Sous-Préfet Monsieur Hamon, le 5 mai 2009**, mettant ainsi fin à plusieurs mois de vive tension.

Aujourd'hui, je suis indigné d'apprendre :

que **les engagements pris par l'Etat en 2009 ne sont pas respectés, que les droits de ces familles ne sont pas protégés,**

et que le maire de la commune continue ses attaques, puisque les familles **sont convoquées au Tribunal correctionnel de Limoges, le 13 novembre 2012, pour habitat illégal.**

Ces familles ont choisi un mode de vie qui, comme la résistance civique qu'elles mènent depuis 5 longues années, est exemplaire. Leurs pratiques responsables qui répondent aux défis environnementaux, dans le sens du Grenelle de l'environnement et des directives de l'ONU, méritent d'être soutenues par la plus haute instance de l'Etat.

**C'est pourquoi je vous demande instamment, Monsieur le Président de la République, de bien vouloir :**

- intervenir pour que cesse le climat d'exclusion que fait régner le maire de Bussière Boffy dans sa commune,
- intervenir pour que la municipalité prenne en compte la présence de ces familles antérieure à l'établissement d'une carte communale et les intègre dans le nouveau PLU,
- permettre à ces familles de continuer à vivre dans cette commune.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président de la République, mes respectueuses salutations.